

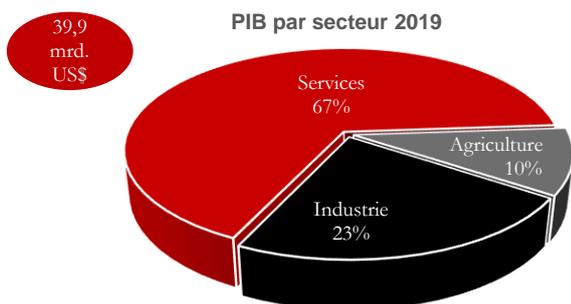


## Tunisie

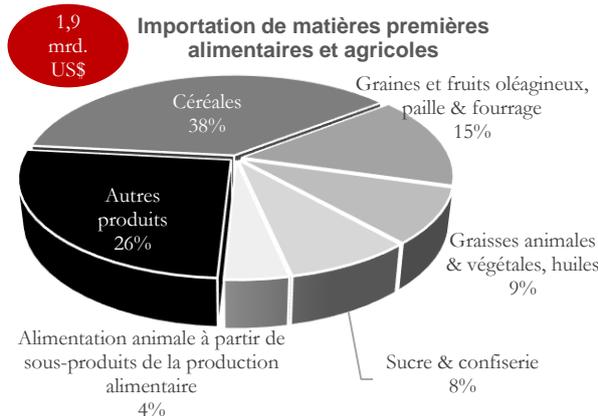
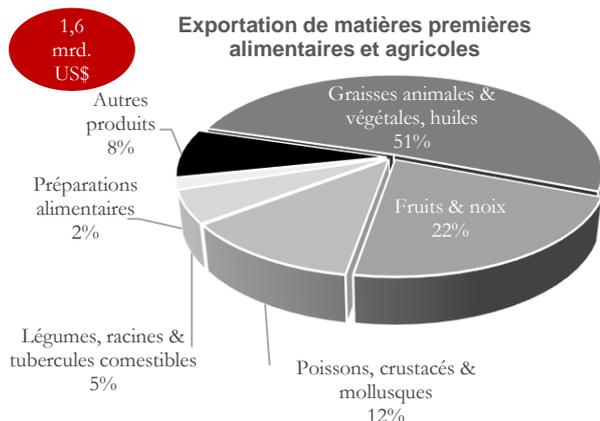


Population en millions (2018)	12,56
Superficie en km <sup>2</sup>	155 360
PIB en milliards US\$ (2018)	39,9
Classement IDH (2018)	90 de 188

## Économie



Ø Croissance du PIB en % (2014-2018)	9,3
PIB par habitant en US\$ <sup>1</sup> (2018)	4 401
Population âgée <15 ans en % (2019)	24,2
Population urbaine en % (2019)	68,9
Taux d'alphabétisation en % (2018)	79



## Politique & climat d'investissement

Forme de gouvernement	Démocratie parlementaire
Stabilité politique - classement (2018)	177 de 211
Indice du droit de propriété - classement (2019)	77 de 129
Climat des affaires - Classement Ease of Doing Business (rang 2020)	78 de 190

La Tunisie a pu maintenir ses acquis et développements démocratiques après le printemps arabe en 2010/11. Après une période de troubles pendant la révolution et le renversement du président Ben Ali en 2011, l'ordre politique a été rétabli en 2014. Ces dernières années, le nouveau gouvernement a fait avancer des réformes structurelles indispensables, notamment l'adoption de lois visant à promouvoir la transparence dans les partenariats économiques public-privé, à garantir l'indépendance de la banque centrale et à améliorer le climat d'investissement grâce à une protection plus stricte de la propriété.

<sup>1</sup> Dollars américains constants à partir de 2010



La Tunisie est devenue membre de l'OMC le 26 mars 1995. Depuis 2015, la Tunisie négocie avec l'UE un accord commercial approfondi et global (ALECA - DCFTA). Jusqu'à présent, l'Accord d'association Euro-Méditerranéen a constitué la base des échanges entre l'UE et la Tunisie. Suite au démantèlement progressif des droits de douane, la Tunisie forme depuis 2008 une zone de libre-échange avec l'UE pour la quasi-totalité des produits industriels originaires. L'importation de certains biens de consommation nécessite une licence, ou ces biens sont soumis à des quotas d'importation ou à des monopoles d'importation d'État. C'est le cas, par exemple, de certains produits agricoles, du textile ou même des voitures.

La Tunisie a mis en œuvre les réformes économiques convenues avec le Fonds Monétaire International (FMI) afin de réduire son déficit budgétaire et de relancer son économie, qui a été secouée par les conséquences de la révolution. Toutefois, de nombreux secteurs de l'économie continuent d'être dominés par un degré élevé de bureaucratie et d'exigences en matière de licences et d'autorisations. Les entreprises d'État jouent toujours un rôle important dans l'économie tunisienne et certains secteurs ne sont pas ouverts aux investissements étrangers. En outre, l'État réglemente les prix ou la formation des prix dans de nombreux secteurs. Le régime commercial fermé, les marchés du travail rigides ainsi que l'absence d'un marché bancaire et de crédit orienté vers les entreprises entravent l'émergence d'un secteur privé dynamique dans de nombreux domaines.

## Zone rurale

Population rurale en % (2019)	31,1
Proportion de la population rurale vivant dans l'extrême pauvreté <sup>2</sup> en % (2020)	<3
Ø Croissance de la population rurale en % (2014-2018)	0,18
Proportion de la population ayant accès à l'électricité en % (2018)	95

Historiquement, le gouvernement tunisien a longtemps mis l'accent sur le développement économique des régions côtières orientales et de leurs agglomérations urbaines. Les régions de l'ouest et du sud-ouest du pays n'ont été examinées de plus près qu'au milieu des années 1990 en raison de l'augmentation constante du développement et des disparités de revenus entre les zones rurales et urbaines. Depuis lors, le pays a déployé de nombreux efforts et, de fait, l'éducation, la santé et les autres services publics ont fait des progrès significatifs. L'agriculture reste la principale source de revenus pour de nombreux ménages, mais leur développement économique est fortement limité par la pénurie d'eau, la distribution des terres et le manque de financement. En conséquence, de plus en plus de (jeunes) personnes migrent vers les villes.

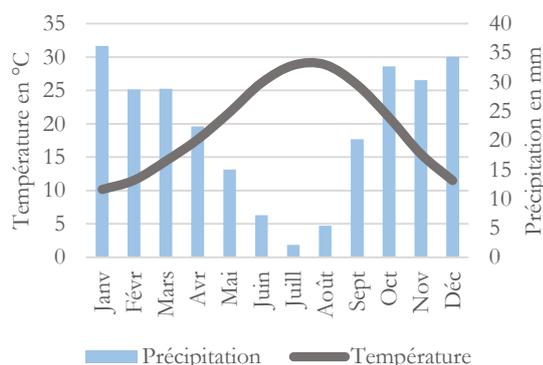
## Politique agricole

Depuis les années 1980, la Tunisie a progressivement ouvert et déréglementé son marché agricole dans le cadre du Programme d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA) pour se conformer aux réglementations de la Banque Mondiale et de l'OMC. Bien que les dépenses publiques consacrées aux paiements de soutien à l'agriculture aient été considérablement réduites, les subventions aux denrées alimentaires de base constituent toujours le cœur de la politique agricole tunisienne. La concentration des exportations et l'autosuffisance sont actuellement les principaux objectifs de cette politique, les produits nationaux qui ne sont pas compétitifs au niveau international (comme les céréales et les aliments pour animaux) étant fortement subventionnés afin de soutenir la production nationale et de réduire la dépendance à l'égard des importations.

<sup>2</sup> Seuil de pauvreté : Personnes ayant un revenu < 1,90 de dollars américains par jour



## Conditions naturelles et climatiques



Le climat en Tunisie varie en raison de la diversité géographique du pays, qui peut être divisé en trois régions. La région montagneuse du nord a un climat méditerranéen avec des hivers doux et pluvieux et des étés chauds et secs. Le sud a un climat chaud, sec et semi-sec, tandis que la région côtière orientale a un climat de steppe sèche. Les précipitations varient fortement d'une région à l'autre, avec des précipitations annuelles allant de 500 mm à 1 000 mm dans le nord et moins de 40 mm dans le sud du pays.

## Nutrition

Prévalence de la malnutrition en % (2018)	4,3
Ø Apport en protéines d'origine animale en g/tête/jour (2017)	28,2

L'approvisionnement alimentaire de la population tunisienne s'est considérablement amélioré ces dernières années et dépasse déjà les besoins énergétiques réels du pays. Les céréales, les édulcorants et l'huile couvrent environ les trois quarts de l'apport énergétique quotidien. Bien que le régime alimentaire soit en moyenne très riche en énergie, on constate en même temps une augmentation de la consommation de fruits et légumes ces dernières années. La part des produits animaux dans la consommation alimentaire a également augmenté de manière significative. La propagation des retards de croissance liés à la nutrition, en particulier dans les régions occidentales et du sud-ouest touchées, a considérablement diminué ces dernières années. D'autre part, on constate une augmentation significative de la proportion de personnes en surpoids dans la population.

## Agriculture

Superficie agricole en km <sup>2</sup> (% de superficie) (2016)	100 673 (64,8)
Valeur ajoutée agricole par travailleur en US\$ (2018)	8 667,8

En termes de valeur de la production, la culture des olives, des céréales et des dattes, la production laitière et l'engraissement des poulets sont les principaux piliers de l'agriculture tunisienne. La culture des olives (et leur transformation en huile d'olive) et des dattes est fortement orientée vers l'exportation, tandis que les céréales et la viande sont utilisées pour l'approvisionnement intérieur. L'agriculture, ainsi que la pêche et la transformation des aliments, fournissent environ 18 % de tous les emplois du pays. Le rôle de l'agriculture en tant qu'employeur dépend fortement des régions. Dans les régions du nord-ouest du pays, par exemple, elle fournit environ 50 % des emplois.



## Élevage d'animaux

Bovins (total) (2018)	594 500
Vaches laitières (2018)	401 000
Moutons (2017)	6 406 100
Chèvres (2017)	1 184 600
Chameaux (2018)	237 200
Poulets de chair (2019)	107 690 000
Poules pondeuses (2019)	6 885 000

## Secteur viande et lait

	Consommation (t)	Consommation par tête (kg/tête)	Production (t)
Viande (total) (2018)	408 200	32,5	344 400
Viande de bœuf (2018)	48 984	3,9	51 600
Viande de mouton (2018)	89 176	7,1	52 600
Viande de volaille (2018)	243 664	19,4	225 000
Lait (total, EL) (2017)	1 377 832	109,7	1 360 000
Beurre (2018)	12 560	1	
Fromage (2018)	17 584	1,4	
Œufs <sup>3</sup> (2018)	1 817 800	190	1 817 800

## Potentiels et risques pour le secteur viande et lait

Potentiels	Risques
<ul style="list-style-type: none"><li>• Une demande croissante de produits laitiers plus raffinés</li><li>• Possibilités d'exportation de produits d'origine animale vers les pays voisins</li><li>• Secteur de la transformation du lait très développé</li><li>• Accès facile au marché pour les importations d'aliments pour animaux</li><li>• Bonne organisation des chaînes de valeur viande de volaille et œufs de table avec des usines de production efficaces</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rareté des ressources en eau</li><li>• Rareté des ressources fourragères naturelles et production insuffisante d'aliments pour animaux</li><li>• Qualité insuffisante du lait et manque de compétitivité internationale dans la production laitière</li><li>• Les exigences internationales ne sont pas entièrement respectées dans la chaîne de valeur volaille</li><li>• Le recyclage des résidus des exploitations d'élevage intensif n'est pas toujours respectueux de l'environnement</li></ul>

<sup>3</sup> Indication (consommation, consommation par habitant, production) en unités